



PARADISE PAPERS

#Stopthegreed

Luc Caregari

Que ce soit Bernard Arnault, Bono ou Shakira : les Paradise Papers montrent qu'une grande partie des « rich and famous » est prête à recourir à des arrangements spéciaux pour échapper à payer leur dû à la société.

Dans un édito pour la version online du « Spiegel », Jakob Augstein (aussi rédacteur en chef de l'hebdomadaire « der Freitag ») écrivait que la seule chose illégale impliquant les Paradise Papers pourrait être leur publication. Car les montages fiscaux révélés par les 13,4 millions de documents soustraits au cabinet d'avocats bermudien Appleby révèlent certes un monde caché et profondément immoral - mais tout ce qui s'y passe est en accord avec les lois.

Vivons-nous donc dans un « paradis pour trous du cul », comme le soutient Augstein ? La formule est certes bien polémique, mais elle risque de cacher une réalité autrement plus complexe. Si les révélations des Paradise Papers visent un peu tout le monde : politiciens (comme le membre du cabinet Trump Wilbur Ross), têtes couronnées, banques et entreprises, une chose saute aux yeux : ce sont souvent des personnes ou entités qui cherchent la proximité du pouvoir politique. On peut être sûr par exemple qu'un Bernard Arnault a le 06 du président Macron, tout comme son pote Pierre Gattaz. Et les hommes et femmes politiques aiment aussi bien s'entourer de ces personnes et sont généralement fiers s'ils peuvent attirer l'une ou l'autre entreprise dans leur pays. Bien sûr qu'ils et elles veilleront aussi à ce que les riches et les productifs soient accueillis dans les meilleures conditions et que ces petits arrangements - qui coûtent des milliards à la société dans son ensemble - ne soient pas trop mis en avant.

Une classe politique qui s'entoure si volontairement avec le monde des « rich and famous » est naturellement peu enclin à vouloir changer les lois fiscales qui permettent à leurs alliés d'« optimiser » leurs impôts. Encore une fois : l'optimisation fiscale n'est pas illégale, mais le fait qu'elle ne soit accessible qu'aux nantis devrait au moins faire douter sa raison d'être.

L'optimisation fiscale n'est pas illégale, mais n'est accessible qu'aux nantis - d'où un doute sur sa raison d'être.

Mais la machine à faire disparaître toute velléité de changement ne serait-ce qu'une once de cette énorme machinerie à soustraire de l'argent au public est déjà en marche. Comme on pouvait le lire dans le Wort ce jeudi dernier, où Georges Bock du cabinet d'audit KPMG, un des Big Four, a fait savoir que « les Paradis Papers ne reflètent pas la situation actuelle ». Certes, des efforts pour taxer d'une façon un peu plus équilibrée sont en cours, comme le programme BEPS de l'OCDE, ou la directive sur les bénéficiaires économiques qui provoque un si grand malaise du côté de la place financière luxembourgeoise.

Il reste que ces petits efforts ne sont pas suffisants face à deux éléments : l'énormité des sommes en jeu et l'inégalité globale croissante. Tant que le monde politique et ses riches amis peuvent compter sur la passivité de la population - ou sur le fait que les moins nantis, comme les classes moyennes, préfèrent taper sur les encore plus pauvres et les étrangers pour compenser leur déclin économique - la supercherie fiscale continuera. Jusqu'aux prochaines fuites...

NEWS

Qualitatives Wachstum: Was hab' ich davon? **S. 3**

REGARDS

Reporter.lu: L'anti-essentiel **p. 4**

Laurie Penny in Luxemburg:

„Ich bemühe mich, eine Bitch zu sein“ **S. 6**

Rechtspopulismus:

Es geht in die Verlängerung **S. 8**

Russische Föderation:

Die Revolution blieb aus **S. 10**

(Coverbild: woxx)